Le Soir d'Algérie - Espace «Corruption» - E.mail : soircorruption@gmail.com

LE SCANDALE DE LA BANQUE HSBC (SUITE)

Un formidable travail d'investigation qui n'a pas encore tout livré

Rappel des faits (voir aussi* Le Soir d'Algérie *du 16 février 2015). Début 2014, le quotidien français* Le Monde *entre en possession de données concernant la filiale suisse de la banque HSBC sur la période 2005-2007 et décide de les partager avec une soixantaine de médias internationaux, via l'ICIJ, un consortium de journalistes d'investigation.* Le Monde, *devant l'ampleur de la tâche, avait rapidement compris qu'il ne pourrait pas traiter seul les documents auxquels il avait eu accès.

Le Consortium international des journalistes d'investigation (ICIJ), dont le siège est à Washington, est une émanation du «Center for Public Integrity» (CPI, Centre pour l'intégrité publique), une organisation à but non lucratif créée en 1989.

Il va coordonner le «dépouillage» et l'analyse des dossiers en impliquant plus de 150 journalistes originaires de quelque 50 pays. Parmi eux : *la BBC, le Guardian* (Royaume-Uni), *Clarín* (Argentine), *Politiken* (Danemark), *Aftenposten* (Norvège), le *Tages-Anzeiger* (Suisse), la *Süddeutsche Zeitung* (Allemagne), *l'Asahi Shimbun* (Japon), *Le Soir* (Belgique), etc. L'ICIJ a, par ailleurs, répertorié et publié sur son site les liens des articles parus sur l'affaire dans toute la presse mondiale le lundi 9 février.

Des hommes politiques algériens, anciens et actuels, sur la liste

Selon l'ICIJ, les clients qui détenaient des comptes bancaires HSBC en Suisse comprennent d'anciens et actuels politiciens de Grande-Bretagne, de Russie, d'Ukraine, de la Géorgie, du Kenya, de la Roumanie, de l'Inde, du Liechtenstein, du Mexique, du Liban, de la Tunisie, de la République démocratique du Congo, du Zimbabwe, du Rwanda, du Paraguay, de Djibouti, du Sénégal, des Philippines et de l'Algérie. Il faut noter la formule «anciens et actuels politiciens» ! Ce qui expliquerait l'existence d'une certaine fébrilité au sein du pouvoir algérien à l'idée que cette liste soit rendue publique. HSBC Private Bank (Suisse) a continué à offrir des services à des clients qui avaient été défavorablement nommés par les Nations unies dans des documents judiciaires et dans les médias comme connectés au trafic d'armes, au trafic de diamants et à la corruption.

Une seule voix

A rebours de l'enthousiasme généralisé suscité par cette investigation mondiale, certains journaux émettent toutefois quelques réserves. C'est le cas de la rédactrice en chef de *Bilan*, un bimensuel économique suisse. Auteur d'un livre sur l'évasion

fiscale, Myret Zaki s'interroge sur le battage médiatique suscité par l'affaire. «Le travail des journalistes qui se sont plongés dans ces données des semaines durant mérite certes respect et louanges. Mais le problème de ces opérations coordonnées, c'est que la presse impliquée en devient uniforme, parle d'une seule voix, présente les faits à l'identique, et l'esprit critique se perd quelque part dans la masse des gigaoctets. On reçoit des données prêtes à l'emploi ? Alors on tape sur la cible sans se poser de questions.»

L'essentiel, selon elle, ne réside pas dans le fait que certaines célébrités telles que Gad Elmaleh figurent sur la liste Falciani mais plutôt dans ce qu'il révèle sur le laxisme avancé de certains pays en matière de lutte contre le blanchiment d'argent.

«Alors qu'on découvre les comptes douteux de cette liste, on sait que le ministère public de la Confédération en a eu connaissance, et qu'à nul moment la Suisse n'a jugé opportun d'ouvrir une enquête […] On n'est ici qu'au début de l'investigation journalistique. Comme le phénomène persistant de la soustraction fiscale, le problème du blanchiment reste entier, il est en progression, et il est de portée mondiale. C'est à ce niveau que les journalistes pourraient combiner leurs forces au plan mondial pour enquêter.» Ce qui explique que cette affaire HSBC est loin d'avoir livré tous ses secrets. L'exploitation de cet énorme fichier n'est pas terminée : ces premières révélations et à l'échelle mondiale en appellent d'autres. Comme il est maintenant quasi certain qu'HSBC n'est pas la seule banque internationale à s'être livrée à ces pratiques criminelles. D'autres affaires vont bientôt faire leur apparition ?

Djilali Hadjadj

Estimant que son journal sous-traite l'affaire HSBC, un journaliste anglais démissionne

The Telegraph, journal britannique, n'a pas le courage, ou pire, plus la possibilité de déplaire à l'un de ses importants annonceurs, la banque HSBC, estime Peter Oborne, éditorialiste politique de ce quotidien. Le journaliste l'a fait savoir haut et fort en démissionnant. Selon lui, les responsables du *Telegraph* ont «privilégié» la publicité et les intérêts du groupe bancaire international britannique au devoir d'informer. Le reporter, entré il y a cinq ans au sein du quotidien conservateur, accuse ainsi sa hiérarchie et les propriétaires du journal, les frères Barclay, de «tromperie envers ses lecteurs».

Articles «délibérément supprimés»

Dans une tribune publiée le 17 février sur le site «Open Democracy», Peter Oborne révèle que certains responsables éditoriaux ont «délibérément supprimé des articles critiques envers la HSBC».

Il évoque entre autres un reportage de janvier 2014 concernant des comptes bancaires à Hongkong, retiré du site internet, alors qu'«il n'y avait aucun problème».

Cette frilosité à publier ce qui pourrait déplaire à un annonceur date de 2013, affirme M. Oborne. A cette date, HSBC avait suspendu sa publicité dans les colonnes du *Telegraph* après que le journal a publié une enquête sur des comptes offshore à Jersey. «HSBC est un annonceur que vous n'êtes pas autorisé à offenser», aurait alors déclaré un ancien responsable du journal à Peter Oborne.

Pour l'heure, le groupe HSBC n'a pas réagi à ces déclarations. Le quotidien *The Guardian*, qui a lui-même révélé l'affaire SwissLeaks, assure toutefois que la banque HSBC a fait une «pause» dans ses publications publicitaires dans ses pages après la révélation du scandale.

LSC

SWISSLEAKS

Comprendre la fraude fiscale de HSBC en 3 minutes...

En 2006 et 2007, la banque HSBC de Genève a mis en place un système de fraude fiscale. Le placement de l'argent de ses clients dans des sociétés offshore a permis l'évasion de plus de 180 milliards d'euros, selon les enquêteurs, à travers plus de 200 pays pour le compte de 130 000 personnes physiques ou morales. Les explications en images.

A voir sur Internet :
http://www.lemonde.fr/economie/video/2015/02/08/swissleaks-comprendre-la-fraude-fiscale-de-hsbc-en-3-min_4571570_3234.html

...Et consulter le dossier publié par *Le Monde*

«SwissLeaks/Révélations sur un système international de fraude fiscale». Le 8 février 2015, 154 journalistes d'une cinquantaine de médias publient le résultat de plusieurs mois d'enquête sur la filiale suisse de la banque HSBC. Les révélations mondiales portent sur le système d'évasion fiscale mis en place par la banque et ses clients.

En savoir plus :
http://www.lemonde.fr/economie/visuel/2015/02/11/swiss-leaks-tout-savoir-sur-ce-systeme-internationale-de-fraude-fiscale_4574353_3234.html#KKYMuE4R2AuKlfwE.99

DANS «LE SOIR CORRUPTION» DU 2 MARS 2015

SHSBC et l'Algérie, une histoire ancienne

Le listing d'HSBC Genève pour la période fin 2006-début 2007 n'a pas encore tout livré : beaucoup de mystère, de questions et de rumeurs sur la liste des 440 clients de cette banque associés à l'Algérie dont presqu'une cinquantaine est de nationalité algérienne. Il faut rappeler que cette liste est aux mains du gouvernement français depuis 2009, gouvernement qui l'a d'abord donnée à ses alliés occidentaux (européens et américains notamment).

L'a-t-il livrée au gouvernement algérien ? Fort probable. Pour le moment, ce que l'on sait entre autres — et qui est assez surprenant — du «fichier algérien» montre que des Algériens avaient ouvert des comptes à HSBC Genève dès…1958 ! Vous avez bien lu : 1958, soit 4 ans avant l'indépendance. Est-ce une partie de ce que l'on a appelé le «trésor du FLN» ?

D. H.